



En mai 2025, se dérouleront les épreuves du Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves (PISA) qui, avec 92 pays participants, est la plus grande étude internationale des élèves de 15 ans pour mesurer l'efficacité des différents systèmes éducatifs.

Rappelons que PISA, qui est pilotée par l'OCDE, a pour objectifs de comparer les performances des élèves issus de différents environnements d'apprentissage pour évaluer leurs capacités à mettre en œuvre leurs acquis scolaires dans des situations variées, de comprendre ce qui les prépare le mieux à leur vie d'adulte et de déterminer les facteurs exogènes qui influencent leurs performances.

En France, la session PISA 2025 concerne 352 établissements et 10.000 élèves de 15 ans d'établissements public ou privé, de collèges ou de lycées de l'enseignement général, technologique, professionnel ou agricole. Le thème "principal" est la culture scientifique et les thèmes "secondaires", la compréhension de l'écrit, la culture mathématique, l'apprentissage dans un monde numérique.

Nous ne reviendrons pas sur les résultats médiocres de la France aux tests 2018 et 2022 même si, il faut le reconnaître, ils ont démontré en 2022 une quasi-stagnation malgré les confinements COVID.

Nous allons plutôt revenir sur un autre objectif, moins connu, de PISA : l'évaluation (en 35 minutes), du milieu socioculturel de l'élève, de son bien être à l'école, de son contexte d'apprentissage.

On le sait, la France est très mal placée dans le domaine de la résorption des inégalités sociales.

Ce que l'on sait moins, c'est que l'enquête PISA révèle ce que nombre d'enseignants français vivent difficilement au quotidien : le climat scolaire en France est l'un des plus dégradés des pays de l'OCDE.

C'est ainsi que :

- les enseignants français sont ceux qui, en Europe, passent le plus de temps en classe à faire de la discipline pour tenter d'atteindre des conditions de travail satisfaisantes ;
- les élèves français se plaignent d'être peu soutenus par leurs enseignants quand ils rencontrent des difficultés et d'être surchargés de travail, surtout au lycée ;
- les parents regrettent de ne pas être plus associés au système éducatif.

Pour expliquer cette situation, les chercheurs avancent le manque de formation des enseignants à la gestion de classe et la distinction trop nette entre les personnels de formation et d'éducation.

Au SENRES, nous pouvons entendre la voix des chercheurs qui auraient trouvé si cela permet d'améliorer les conditions de travail des personnels de formation et d'éducation mais à condition que :

- l'éventuelle adaptation des statuts qu'impliquerait la correction (à la marge...) de cette distinction "excessive" entre ces personnels ne soit pas, une fois encore, le prétexte d'un alourdissement des charges de travail des personnels et/ou une source de conflits entre eux ;
- le temps de travail supplémentaire de formation à la gestion de classe soit justement rémunéré.

Les élections présidentielles de 2027 approchant, D. Trump, Musk et autres fantasques, y compris français, aidant, on peut aisément parier que les discours politiques sur l'éducation vont se radicaliser.

Les professionnels de l'Éducation ont donc tout intérêt à anticiper l'exploitation politique qui sera faite des résultats PISA 2025 et, à l'instar du SENRES, à préparer, dès à présent, le contre-argumentaire.